



Arrêté n° 41-2026-04-01-00001

**mettant en demeure la SCA AXEREAL de respecter
les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 mai 1999 pour l'exploitation
de son complexe céréalier situé lieu-dit « Les Bazinières », à Montoire-sur-le-Loir**

Le préfet de Loir-et-Cher

Vu :

- le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;
- le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Joseph ZIMET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- l'arrêté préfectoral n° 99-1446 du 17 mai 1999 autorisant la coopérative agricole LIGEA à poursuivre l'exploitation de son complexe céréalier situé lieu-dit « Les Bazinières », à Montoire-sur-le-Loir et comportant trois silos de stockage de céréales, deux séchoirs à gaz de céréales et un magasin polyvalent ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-062-0012 du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté préfectoral n° 99-1446 du 17 mai 1999 susvisé relatif aux installations exploitées par l'union des coopératives agricoles AXEREAL, à Montoire-sur-le-Loir ;
- l'arrêté préfectoral n° 41-2025-08-25-00002 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;
- le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 7 novembre 2025 des installations exploitées par la société coopérative agricole (SCA) AXEREAL situées lieu-dit « Les Bazinières », à Montoire-sur-le-Loir, transmis à l'exploitant le 12 janvier 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- les observations de l'exploitant formulées par courriel le 27 mars 2026 ;

Considérant :

- que lors de la visite d'inspection du 7 novembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté l'inobservation des dispositions des articles 37bis, 63 et 64 de l'arrêté préfectoral n° 99-1446 du 17 mai 1999 ;
- que l'exploitant, selon sa déclaration du 27 mars 2026, n'exploite plus le séchoir (à titre temporaire) et ne dispose plus d'installation de stockage de GPL, ce qui constitue une réduction notable des risques d'incendie de l'établissement ;
- que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit que « lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions, dans un délai déterminé » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

Article 1^{er} — La SCA AXEREAL dont le siège social est situé 36, rue de la Manufacture, à Olivet (45166), est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite au lieu-dit « Les Bazinières », à Montoire-sur-le-Loir, de respecter les dispositions de l'article 37bis de l'arrêté préfectoral du 17 mai 1999 :

Les dispositions appropriées doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.

Ces dispositions sont respectées dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 — Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L. 173-1 de ce même code.

Article 3 — Le présent arrêté sera notifié à la SCA AXEREAL par lettre recommandée avec avis de réception.

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant au moins deux mois.

Une copie en sera adressée :

- au maire de Montoire-sur-le-Loir ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Article 4 — Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de Montoire-sur-le-Loir et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le

01 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Faustin GADEN

Délais et voies de recours en page suivante

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 Blois cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé de l'environnement – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1, place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense cedex.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie - 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr